

29 JUILLET 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DU 60ÈME ANNIVERSAIRE DU STATUT DE WALLIS-ET-FUTUNA

[Télécharger le .pdf](#)

Françaises, Français,  
Mes chers compatriotes des îles Wallis-et-Futuna.

C'est un anniversaire que nous célébrons aujourd'hui. Il y a 60 ans, Wallis-et-Futuna est devenue un territoire d'outre-mer. 60 ans, c'est un jubilé de diamant, une pierre blanche sur le chemin que la France et Wallis-et-Futuna ont décidé de partager ensemble par la loi statutaire du 29 juillet 1961, qui donnait aux Îles un statut dans la République. J'aurais voulu venir à vos côtés en ce 29 juillet pour célébrer cet anniversaire ensemble, vous parler face à face, assister à la cérémonie traditionnelle et boire avec vous le kava royal. Je l'aurais voulu, car, territoire français le plus éloigné de la capitale, Wallis-et-Futuna mérite de la part du chef de l'Etat une attention particulière. La situation ne me permet malheureusement pas d'être à vos côtés.

Je tiens à adresser mes salutations républicaines, respectueuses, et si vous m'y autorisez, affectueuses, à la présidente de l'Assemblée territoriale, Madame Nivaleta ILOAI, au Lavelua d'Uvea, au Tuiaga'ifo roi d'Alo, et au Keleta'ona de Sigave, qui ont répondu à mon invitation en envoyant leur représentant à mes côtés en Polynésie. Ils m'entourent ce soir, au moment où je vous parle, avec vous, Monseigneur.

Pendant ces moments passés ensemble depuis Tahiti, nous avons pu échanger. Par leur voix, j'ai entendu vos préoccupations. Et je veux saluer aussi tous nos compatriotes qui, par les liens familiaux, par l'attachement amical, ont à Wallis-et-Futuna, une part de leur cœur. Ces liens d'affection qui vous relie à Wallis-et-Futuna, depuis l'Hexagone, depuis la Nouvelle Calédonie, depuis nos Outre-mers, tous ces liens tissent une relation indéfectible entre le territoire et la Nation toute entière. Ce sont d'abord des liens d'histoire, depuis qu'ont accosté les premiers explorateurs au 17ème siècle, depuis que les missionnaires maristes y ont construit leur Maison Blanche. Et je pense à ce père Henckel, si fasciné par la richesse de votre culture, qu'il enquêta pendant plus de 4 décennies sur vos mythes, vos récits, pour les coucher par écrit en wallisien. Nous en parlions à l'instant avec Monseigneur. Je pense à la reine d'Uvea Amelia qui voulut confier son île au protectorat de la France, suivie en 1887 par le roi de Sigave et le roi D'Alo. Je pense à ce jour de 1942 où un bateau de la France libre y apporta le drapeau à Croix de Lorraine, prenant de court les GI qui n'arrivèrent que le lendemain, car DE GAULLE ne voulait pas d'autres soldats que ceux de la France pour reprendre un territoire français. Ce sont aussi des liens de sang. Les Wallisiens et Futuniens sont nombreux à rejoindre les rangs des armées françaises et je tiens à saluer une fois encore leur engagement.

Ce sont des liens de solidarité que la crise sanitaire a encore amplement démontré. Les équipements médicaux et les vaccins sont là, à Wallis-et-Futuna, disponibles en masse. Ce fut en mars dernier, le soutien rapide et massif de l'État par le truchement de notre préfet que je remercie une fois encore. 11 jours après la détection de nouveaux cas, 75 volontaires de la réserve sanitaire nationale, 5 tonnes de matériel médical, 18 000 doses de vaccins arrivés à Wallis. Une mobilisation exceptionnelle. Notre ministre des outre-mer, chaque instant a été mobilisé pour surveiller, lui qui, dès les premières semaines, s'est rendu à vos côtés. Au total, 121 réservistes nationaux ont apporté jusqu'en mai dernier une aide décisive en renfort de l'offre de soins et de vaccination de la population au moment où les effectifs de l'Agence de santé étaient touchés par un cluster important. Près de 400 millions de francs pacifique de crédits exceptionnels ont été attribués à l'Agence de santé pour couvrir les dépenses liées à la crise.

La crise sanitaire n'a pas épargné Wallis-et-Futuna, mais la capacité collective que vous avez

démontrée à surmonter cette épreuve et le soutien sans faille de la solidarité nationale permettent aux territoires de se trouver aujourd'hui dans une situation sanitaire très satisfaisante. Et je me réjouis que nous ayons pu trouver les conditions pour rétablir rapidement ce qu'on appelle désormais cette bulle sanitaire qui vous permettra bientôt de voyager à nouveau librement vers la Nouvelle-Calédonie. Dans cette crise, vous avez pu compter sur l'appui de la nation et il se poursuivra, car rien n'est acquis. Les événements récents ont montré que le virus pouvait resurgir, faire de nouveaux variants et qu'il ne fallait jamais nous juger hors d'atteinte, jamais relâcher nos efforts. Le meilleur des boucliers est ce qu'on appelle « l'immunité ». Prévenir la reprise de l'épidémie implique donc que chacun de vous se fasse vacciner grâce aux doses que la solidarité nationale met à votre disposition. C'est la condition pour pouvoir reprendre une vie normale d'échange, de mouvement, d'essor économique et pour protéger, pour protéger chacun, pour protéger nos proches, nos amis, nos anciens. Vaccinez-vous !

Ces liens indéfectibles entre Wallis-et-Futuna et la nation entière se sont enfin et surtout des liens d'avenir. Cet avenir que nous construisons ensemble. C'est le câble sous-marin qui réduit les distances avalant les kilomètres qui nous séparent. C'est le chantier structurant de l'hôpital de Futuna. Témoignage concret et massif de la solidarité nationale. C'est le chantier du lycée pour la jeune génération. Ce sont aussi les réflexions en cours sur l'évolution du statut du territoire. Ce statut, dont nous fêtons l'anniversaire, que les Wallisiens et Futuniens ont choisi par un référendum à 94 % et qui, depuis lors, n'a pas évolué. Ce statut est certainement le plus atypique de la République avec son préfet en charge de l'exécutif, son conseil territorial où siègent 3 rois coutumiers, ces circonscriptions en lieu et place de communes. Mais cette spécificité n'implique pas la fixité. Elle pourrait, elle gagnerait sans doute à s'enraciner encore davantage dans la République. C'est une réflexion qui vous appartient. La délégation qui était avec moi ces dernières heures, me l'a d'ailleurs dit et il faudra la conduire avec vos élus et les autorités du territoire. L'Etat, en tout, sera à votre écoute, attentif à vous appuyer dans ces évolutions institutionnelles selon les orientations qui émergeront de manière consensuelle le temps venu et je veux que nous préservions ensemble cette méthode, celle du respect, de la concertation, du consensus. Tout ceci dans un environnement apaisé, une concertation posée cherchant le bien de tous, au-delà des intérêts individuels.

Plusieurs autres sujets ont été évoqués à mes côtés aujourd'hui. Nous y apporterons réponses. Sur le chemin de cet avenir ensemble enfin, conscience des inquiétudes de ceux d'entre vous, dont les familles habitent en Nouvelle-Calédonie et qui pourraient en être séparées par une frontière en quelque sorte nouvelle si le oui à l'indépendance devait l'emporter en décembre prochain. J'ai conscience des questions concrètes que cette situation pose pour le territoire, pour vos déplacements, pour la formation des jeunes, pour votre santé, pour l'unité de beaucoup de familles. L'État a choisi de mettre ces questions en lumière, d'éclairer la consultation et de présenter un document afin de donner clairement toutes les implications du oui et du non. Ce document a été publié il y a quelques jours en Nouvelle-Calédonie. Avec transparence et esprit de responsabilité, les prochaines semaines se passeront.

Mais soyez sûr d'une chose, après soixante ans de route commune, Wallis-et-Futuna ne sera pas séparée de la France. L'État se tiendra quoiqu'il arrive à vos côtés. Je pense, comme beaucoup d'entre vous, que la République serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie. Mais je veux aussi que vous sachiez que la République continuera d'être avec vous. La France sera là, prête à trouver toutes les solutions utiles pour que ce territoire, que BOUGAINVILLE appelait "l'enfant perdu du Pacifique" et que la République a retrouvé, soit toujours plus fort. La nation continuera de garder pour ce territoire si particulier une affection spéciale. Pour ma part, je ne renonce pas au projet de venir vous rencontrer et je viendrai suivre l'avancement de tous ces projets qui sont les vôtres et confirmer l'engagement de la nation pour vous.

Merci mes chers compatriotes !

Vive Wallis-et-Futuna !

**Vive la République et vive la France !**